

Diagnostic du système alimentaire de Bordeaux et solutions inspirantes

Dans le cadre du projet Let's Food Cities, l'association Let's Food analyse la durabilité économique, sociale et environnementale du système alimentaire de Bordeaux et identifie les initiatives ayant un impact positif sur le territoire. Les résultats du diagnostic ainsi que les initiatives inspirantes issus des 13 autres territoires d'étude peuvent accompagner la définition des actions et synergies entre acteurs locaux pouvant être mises en œuvre localement afin d'améliorer la durabilité du système alimentaire.

[Découvrir](#)



Le système alimentaire de Bordeaux

Située sur la Garonne, Bordeaux est le chef lieu du département de la Gironde, dans la région Nouvelle-Aquitaine. Bordeaux Métropole se compose de 28 communes et s'étend sur une superficie de 570 km². C'est la 5^{ème} aire urbaine de France en termes de population derrière le Grand Paris, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Grand Lyon et la métropole européenne de Lille.

UNE FORTE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EN PERSPECTIVE POUR LA MÉTROPOLE BORDELAISE

Bordeaux Métropole affiche l'ambition du million d'habitants d'ici 2030 [791 958 en 2017] soit une croissance annuelle 2,5 fois plus importante qu'au cours des 5 dernières années. Avec 70 000 étudiants, la population bordelaise est relativement jeune. 32 % de la population du territoire a moins de 25 ans, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne nationale.

DE FORTES INÉGALITÉS SPATIALES QUI PERSISTENT MALGRÉ UNE FAIBLE PAUVRETÉ À L'ÉCHELLE DE LA MÉTROPOLE

Si la pauvreté est moins forte [14 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2017] à Bordeaux comparée à d'autres grandes villes françaises, le territoire fait face à des inégalités fortes. De très fortes disparités apparaissent à l'échelon communal : le taux de pauvreté varie de 3,7 % [Saint-Aubin-de-Médoc] à plus de 25,5 % [Lormont et Cenon]. C'est la 3^{ème} ville de plus de 100 000 habitants la plus inégalitaire en France, avec un indice Gini de 0,34, contre une moyenne nationale de 0,29.

LES ESPACES AGRICOLES EN PROIE À UNE FORTE URBANISATION

Pour faire face à une telle attractivité, la métropole s'étale au profit de logements et zones d'activités : 592 ha [soit 6 % de la surface agricole] ont été urbanisés entre 2000 et 2010. Cela participe à la réduction du nombre d'exploitations agricoles, qui est passé de 357 exploitations en 2000 à 176 en 2020 sur la métropole. En 2018, les espaces agricoles représentaient 26,6 % de la surface du département.

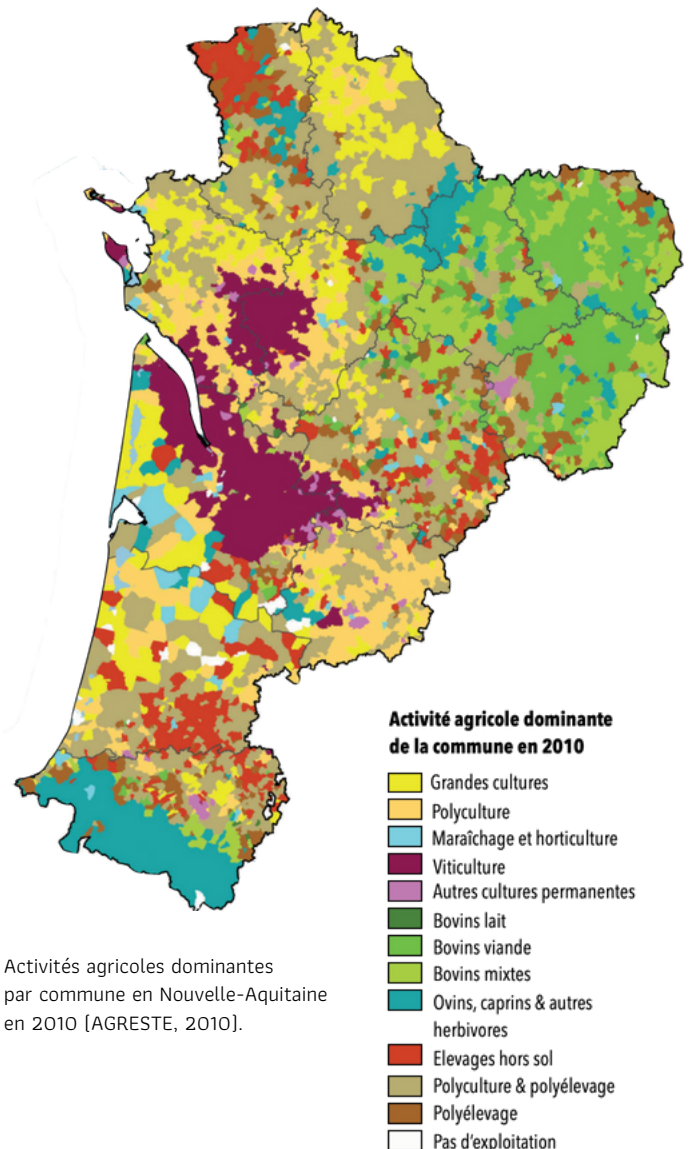
UN SECTEUR AGRICOLE SPÉCIALISÉ ET EN DÉPRISE

Le vin, activité historique, occupe une place importante dans l'économie du territoire bordelais. L'activité agricole est dominée par la viticulture avec 44% des cultures en vigne contre 16,7% pour les céréales et oléagineux, 28,4% pour les prairies et fourrages pour l'élevage, et dans une moindre mesure 3,2% pour les légumes. Cependant, outre la domination de la vigne, le secteur agricole, principalement destiné à l'export, ne représente pas aujourd'hui un réel pilier de l'économie bordelaise. En 2016, seul 0,3 % de la population travaillait dans l'agriculture.

- **Sécurité alimentaire** : Une faible résilience du système alimentaire de la métropole et de fortes inégalités d'accès à une alimentation saine et de qualité.

La métropole de Bordeaux n'est pas en capacité de nourrir sa population avec la seule production agricole de son territoire. En effet, selon UTOPIES, son autonomie alimentaire est estimée à 1,76% en 2017 [53ème position sur les 100 premières aires urbaines françaises] et révèle une extrême vulnérabilité face à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement. Les exploitations viticoles majoritaires, traditionnellement ancrées sur le territoire, laissent peu de place à une agriculture nourricière de proximité. Le secteur viticole doit être bien plus présent dans la construction de la politique alimentaire de la métropole bordelaise. Par ailleurs, le territoire métropolitain propose une offre alimentaire dense et variée, mais la qualité varie selon les communes et les quartiers.

Cette différenciation est corrélée aux fortes disparités économiques. Dans certaines communes de la métropole, les taux de pauvreté peuvent atteindre 26%. Les habitants de ces quartiers, pour qui le critère du prix est le premier critère d'achat, ont un accès limité aux produits de qualité [frais, locaux, bio], entraînant de nombreux problèmes de santé. Il faut soutenir les circuits de commercialisation alternatifs à la grande distribution qui réduisent le nombre d'intermédiaires entre les producteurs et consommateurs et permettent ainsi d'accéder à des prix abordables. L'aide alimentaire, qui enregistre de plus en plus de bénéficiaires, doit également évoluer vers une offre plus saine et plus durable afin d'accompagner les changements de comportement alimentaire. A l'échelle de la Gironde, 61% des produits agricoles consommés sont importés, tandis que 78% des biens agricoles produits sont exportés, dont le vin, la première production du département [Vertigo Lab]. L'autonomie alimentaire est envisageable à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine, puisque 45% de la SAU suffirait à nourrir la population régionale, que ce soit à régime identique, ou en privilégiant une nourriture 100% et une consommation de viande réduite de moitié.



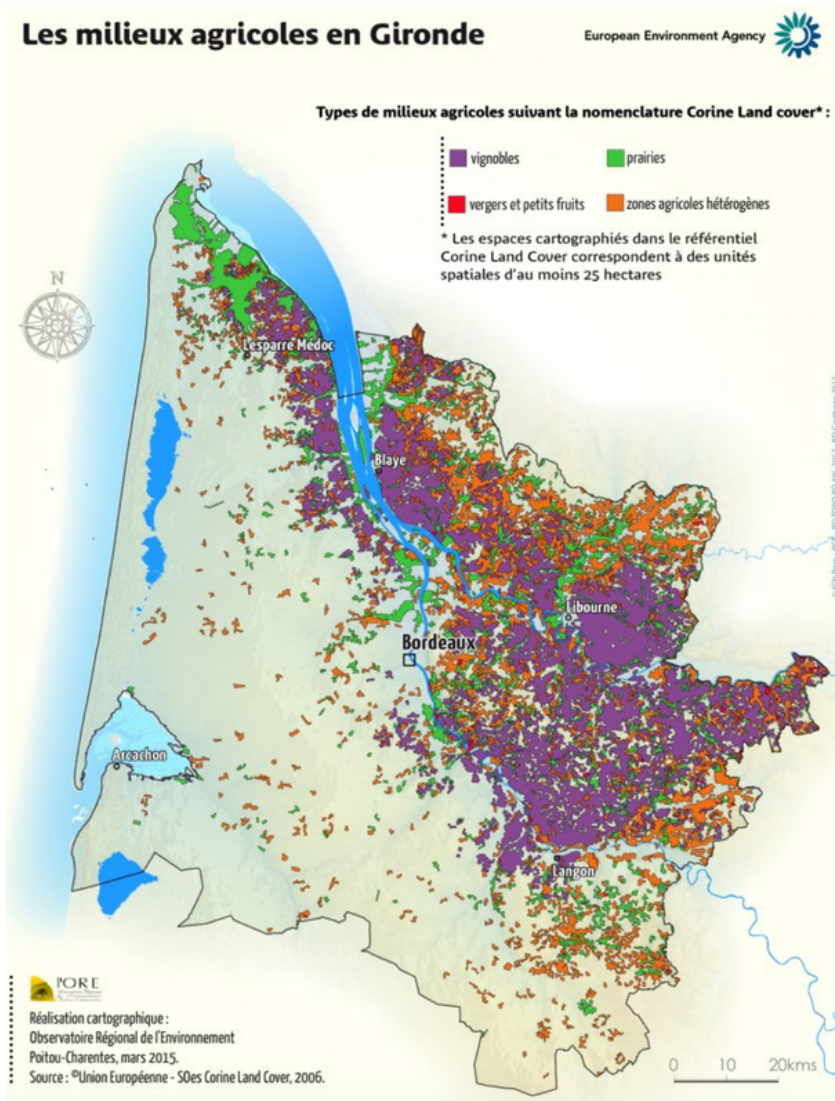
Activités agricoles dominantes par commune en Nouvelle-Aquitaine en 2010 [AGRESTE, 2010].

- **Durabilité environnementale** : Le secteur viti-vinicole, dominant sur le territoire, est peu remis en question alors que ses impacts ne sont plus à démontrer

La culture de la vigne, majoritaire sur le territoire, implique de nombreux traitements chimiques [jusqu'à 17 passages par an] afin de protéger la plante des attaques fongiques et ravageurs, polluant alors les sols et cours d'eau. Ce recours aux traitements phytosanitaires implique une dépendance accrue aux énergies fossiles. Par ailleurs, le maintien des rendements en viticulture est de plus en plus difficile : le secteur viticole est à la fois contributeur et victime du changement climatique qui s'accélère. La place du secteur est peu remise en question du fait d'enjeux économiques évidents et, même si on observe une dynamique encourageante de conversion à la viticulture biologique sur le bassin bordelais, la question des impacts environnementaux n'est que peu traitée. Du côté de la transformation, le bilan est le même. Le département de la Gironde compte peu de grandes industries agroalimentaires mais de nombreux artisans et petites unités de transformation viti-vinicole. Les quelques industries agroalimentaires présentes sur le territoire ne communiquent pas ou très peu sur leurs stratégies de réduction d'impact. Les artisans et transformateurs viti-vinicoles sont encore peu nombreux à limiter leurs impacts.

► Durabilité économique : un système alimentaire qui profite peu au territoire

Les milieux agricoles en Gironde, Observatoire Régional de l'Environnement/Union européenne, 2015



Le secteur viticole représente 87 % de la valeur agricole produite en Gironde et 44 % de cette valeur sont exportés à l'international. Le secteur du vin, donc l'essentiel de l'agriculture girondine et des emplois associés, sont extrêmement dépendants des marchés extérieurs. Les crises récentes impactant la demande et les canaux de distribution du vin à l'international ont mis en évidence les risques et facteurs de vulnérabilité menaçant les emplois et le secteur.

Par ailleurs, depuis quelques années, des investisseurs achètent les domaines viticoles : ces derniers sont alors gérés comme des grandes entreprises et prévoient la distribution de bénéfices à des actionnaires et autres partenaires qui ne se situent pas sur le territoire. Cette nouvelle dynamique bénéficie peu au territoire. Les modèles de transformation vinicole traditionnels, créateurs de valeur locale, doivent être préservés et valorisés auprès des consommateurs.

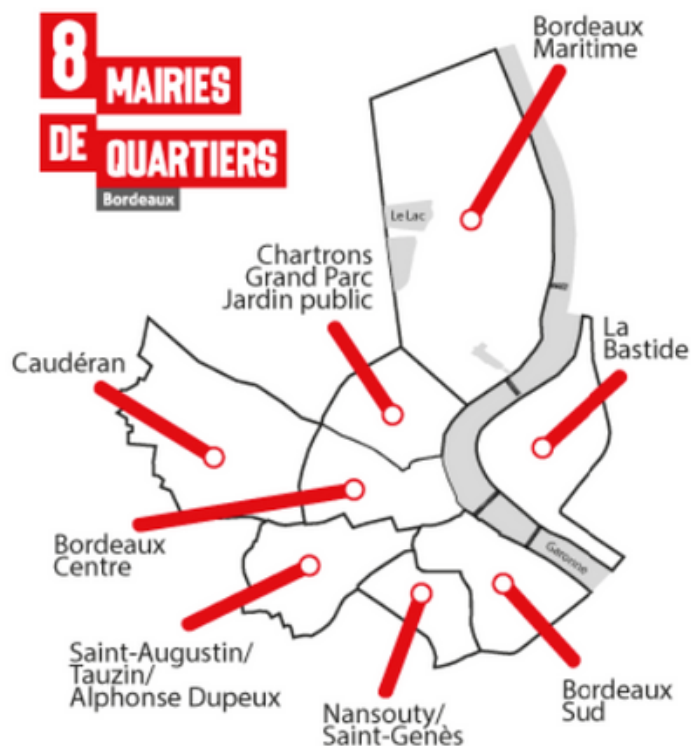
Enfin, dans la métropole bordelaise, le secteur de la distribution alimentaire est largement dominé par les grandes et moyennes surfaces. Si certaines enseignes développent des programmes de contractualisation avec les producteurs locaux, l'essentiel des produits proposés sont issus de chaînes de valeur souvent longues, n'octroyant qu'une infime partie du prix de revient au producteur.

► Gouvernance alimentaire : Un fort potentiel de politique alimentaire mais qui doit encore être consolidé

Bordeaux Métropole connaît l'importance du partage d'expériences et s'implique d'ores et déjà dans de nombreux réseaux aussi bien à l'échelle nationale qu'europpéenne, comme France Urbaine ou le Groupe de Travail sur l'Alimentation du réseau EUROCITIES. Cependant, la collectivité s'engage encore trop peu à l'échelle internationale sur ces sujets. Outre la signature du Pacte de Milan, en 2015, peu d'actions ont été menées afin de concrétiser cet engagement. Si le soutien de Bordeaux Métropole au projet Let's Food Cities montre un intérêt à faire de l'alimentation durable un sujet de coopération internationale, le manque de suivi et de continuité ne permet pas de mener à bien des actions aux impacts mesurables et durables. Si Bordeaux Métropole a su faire de la transition agro-écologique et alimentaire une des priorités de son agenda politique local notamment au travers de la Stratégie de Résilience Agricole et Alimentaire, elle doit maintenant consolider ses coopérations internationales dans ce sens.

Désignée dès 2014 “ville pilote de la gouvernance alimentaire” par le Ministère de l’Environnement, la Ville de Bordeaux fait figure de collectivité pionnière dans la construction d’une nouvelle voie de gouvernance à l’échelle locale en faveur d’une transition agricole et alimentaire. Dès 2015, la métropole de Bordeaux co-construit un Plan Alimentaire Territorial avec les différents échelons administratifs : Ville de Bordeaux, Département de la Gironde, Région, DRAAF Nouvelle-Aquitaine, ARS, DREAL Nouvelle-Aquitaine. Cette réflexion a abouti à la création d’un Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable (CCGAD) en 2017, réunissant différents services de la Métropole, les représentants du système alimentaire au sein de la société civile [producteurs, transformateurs, distributeurs, etc.] afin de définir ensemble un nouveau projet de territoire.

Cependant, ce Conseil n’implique pas encore les citoyens dans son fonctionnement, bien qu’ils soient essentiels à dans la construction d’un système alimentaire durable. La ville a pourtant une certaine culture de la participation citoyenne, on trouve 8 conseils de quartiers à Bordeaux. En 2021, Bordeaux Métropole a lancé les premiers travaux de définition de sa Stratégie de Résilience Agricole et Alimentaire (SRAA), qui s’appuie sur tous les travaux précédents pour mettre en oeuvre la résilience du territoire, et ainsi se prévenir de crises et de chocs potentiels. Cette stratégie conduira à l’élaboration de programmes d’actions biennaux ou triennaux, notamment en se basant sur une concertation des acteurs impliqués sur ces thématiques.



Les 8 conseils de quartier à Bordeaux (Ville de Bordeaux, 2019)

Des initiatives locales et des solutions venues d’ailleurs pour s’inspirer et favoriser une alimentation durable pour tous

1 - Protéger et acquérir de nouvelles terres, L’agriculture urbaine : la réponse à une urbanisation galopante

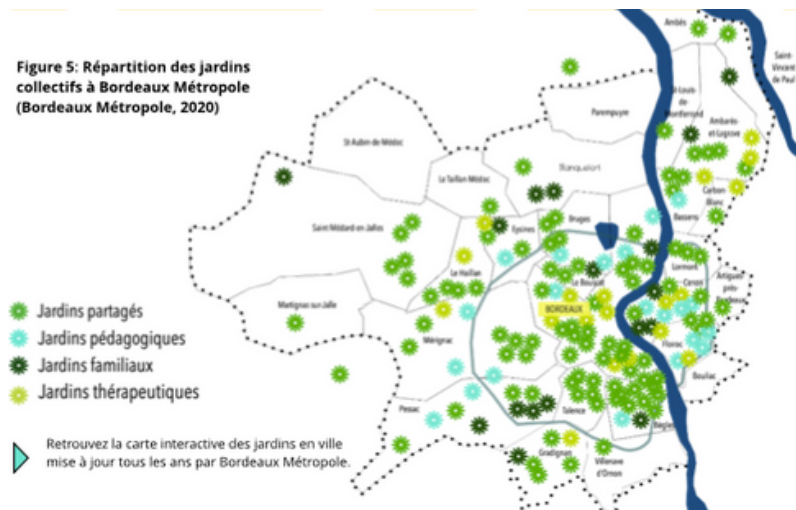
DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS PÉRIURBAINS SUR LE TERRITOIRE DES JALLES

Afin de préserver la vocation maraîchère de la vallée des Jalles et de limiter la spéculation foncière, le Département de Gironde a initié en 2012 un PEANP sur 4500 hectares. La zone maraîchère couvre une partie des communes d’Eysines, Blanquefort, Bruges, le Haillan et le Taillan Médoc. Organisée et concentrée le long de la vallée de la Jalle de Blanquefort, elle se situe dans le parc des Jalles qui regroupe 8 communes. La mise en place des actions a été freinée notamment par le scepticisme des agriculteurs proches de la retraite vis-à-vis des nouveaux installés qui produisent autrement. Face à ces deux freins, l’animation de réunions locales et la communication sont primordiales. L’adhésion des riverains et la volonté forte des élus ont permis également de surmonter les obstacles et d’induire une augmentation du nombre d’installations.

LA COUVEUSE AGRICOLE : SAS GRAINES

La SAS Graines d'Agriculteurs Innovants, Nourriciers, Entreprenants et Soutenus par les consommateurs a pour vocation d'installer des porteurs de projet sans ferme familiale, notamment sur la métropole bordelaise [le lieu test est situé à Blanquefort]. En partenariat avec le CIVAM Aquitaine et Bordeaux Métropole, la couveuse agricole propose des lieux-test, un hébergement juridique, technique et économique pour de futurs entrepreneurs à l'essai : les 'couvés'. Parmi les installés : un producteur de champignons et des producteurs de légumes à Pessac ou encore à Blanquefort.

BORDEAUX MÉTROPOLE SOUTIEN ET FINANCE LA CRÉATION DE JARDINS SUR SON TERRITOIRE



Depuis plusieurs années, la métropole bordelaise favorise la création de jardins partagés, jardins familiaux, jardins pédagogiques, jardins d'insertion. À l'occasion de la 'Grande fête des jardins partagés', Bordeaux Métropole invite les villes et porteurs de projets de jardins collectifs à signer une Charte des jardins collectifs. Elle est issue d'un travail collaboratif et aborde de nombreux thèmes, dont la santé, le lien social, la précarité alimentaire, les formes de gestion, les bonnes pratiques à mettre en place [eau, produits phytosanitaires, déchets, compost...], son insertion dans la ville [lieu, accessibilité, environnement...]. Elle est également accompagnée d'un guide à retrouver sur le site de Bordeaux Métropole. Désormais, les porteurs de projets de jardins collectifs qui souhaitent être accompagnés par Bordeaux Métropole [aides financières et méthodologiques] devront signer ce document.

SAFER : VEILLE FONCIÈRE ET ACQUISITION DE TERRES PAR BORDEAUX MÉTROPOLE

Grâce à la plateforme de veille foncière VIGIFONCIER, la SAFER peut suivre les transactions situées en zones naturelles et agricoles de l'ensemble des communes de la Métropole. Bordeaux Métropole peut solliciter la SAFER pour négocier, acquérir et stocker des parcelles sur le territoire métropolitain présentant un intérêt agricole, environnemental ou paysager, ceci afin de lui permettre de les acquérir elle-même ou d'identifier et retenir de futurs acquéreurs, dont les projets seront en adéquation avec ses orientations et sa politique 'Nature et Agriculture'. En 2017, la ville de Mérignac a ainsi lancé un appel à manifestation d'intérêt aux producteurs pour l'acquisition de 27 hectares de terres agricoles : un maraîcher, un éleveur de poules et un éleveur d'escargots s'y sont installés afin de développer l'autonomie alimentaire du territoire.

AOC : UN JARDIN PARTAGÉ SUR LE CAMPUS BORDELAIS

Fondée en 2010, l'association Appellation Origine Campus [AOC] oeuvre en faveur du développement des jardins partagés sur le campus de l'Université de Bordeaux. Cette action permet une consommation de fruits et légumes biologiques accessibles à tous, la protection de l'environnement et le développement du lien social au sein du campus. Récompensée à plusieurs reprises pour ses initiatives [Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme en 2010, Trophée Agenda 21 du Conseil de la Gironde en 2011, Prix culture action du CNOUS en 2012], l'association est ouverte à tous.

NANTES MÉTROPOLE : TRANSFORMER DES FRICHES EN TERRES PRODUCTIVES POUR L'ALIMENTATION LOCALE



Le développement des friches [agricoles et industrielles] à Nantes dans les années 1980 et 1990 est le résultat de la hausse des prix des terrains [due à des pratiques spéculatives combinées à un étalement urbain important et à une forte croissance démographique]. En 2009, Nantes Métropole et la Chambre d'agriculture décident de procéder à une évaluation afin de qualifier et de quantifier l'utilisation réelle des terres dans les zones couvertes par le plan d'urbanisme local et ainsi d'identifier les zones de friches potentiellement mobilisables pour l'agriculture. L'évaluation a identifié un total de 1 500 à 2 000 hectares de terres agricoles potentielles. Un double objectif a été fixé : nettoyer un site par commune en 2011 et replanter 500 ha d'ici 2014. Pour cela, près de 300 réunions ont été organisées entre 2011 et 2014 : groupes locaux par commune, groupe conjoint de coordination métropole - chambre d'agriculture, rencontre annuelle de toutes les communes, etc. Les résultats sont impressionnants : 450 ha ont été défrichés et re-cultivés sur 51 sites différents.

LES CHAMPS DES POSSIBLES - PARIS

Les Champs des Possibles est une couveuse d'activités agricoles, une coopérative d'activités et d'entrepreneurs et un organisme de formation. La couveuse permet à des porteurs de projets qui souhaitent s'installer de tester leur activité en grande nature tout en limitant leur prise de risque. Les Champs des Possibles met à disposition des futurs agriculteurs des moyens de production et un accompagnement technique. La coopérative d'activités agricoles permet à des agriculteurs de créer leur entreprise tout en se déchargeant des aspects juridiques et comptables, en disposant du statut de salarié. Leur comptabilité est gérée par la coopérative et ils peuvent mutualiser certains des moyens de production. Les Champs des Possibles propose également des modules de formation continue à destination des agriculteurs installés et accompagne les aspirants exploitants agricoles dans la construction de leur projet.

ETHEKWINI : JARDIN SUR LE TOIT DE LA MUNICIPALITÉ - DURBAN, AFRIQUE DU SUD



Source : Let's Food Ideas

En 2010, la municipalité d'eThekweni décide d'aménager le toit plat d'un de ses bureaux en plein centre-ville pour le transformer en jardin urbain agro-écologique et pédagogique. L'objectif du jardin est de montrer qu'il est possible de produire en grande quantité dans l'espace urbain, permettant ainsi de créer des îlots de fraîcheur, des lieux de détente en plein centre-ville, et de produire des aliments frais pour une consommation directe. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de végétalisation de la ville et de soutien à l'agriculture locale. Le jardin de 1300 m² se compose de 3 grands espaces : succulentes et herbes aromatiques ; tunnels pour la production de légumes ; espace composé de bancs et tables pour les événements festifs et l'accueil des visiteurs. Le jardin accueille de nombreux groupes d'enfants pour des journées découverte et initiation à l'agriculture. L'ensemble des légumes produits sur le toit est distribué dans les maisons de retraite du centre-ville et aux banques alimentaires gérées par la municipalité. La mise en place de ce jardin a permis la création de 6 emplois à temps plein.

LES JNENS : TRADITIONNELS JARDINS PÉRIURBAINS - SFAX, TUNISIE

Les Jnens sont des vergers traditionnels périurbains privés composés de figuiers, orangers, amandiers, pêchers ou encore grenadiers. À Sfax, traditionnellement, les habitants y élèvent quelques moutons, cultivent des légumes qu'ils consomment frais l'été et en bocaux l'hiver, ce qui leur permet de conserver une certaine autosuffisance alimentaire, voire un complément de revenus lorsqu'ils vendent les surplus. Entourant les villas périurbaines, les Jnens sont historiquement situés tout autour de la ville de Sfax, formant ainsi une ceinture agricole et alimentaire. Différents types de Jnens s'organisent de façon circulaire par rapport à la médina centrale. Du kilomètre 1 au kilomètre 9 se trouvent historiquement les arbres fruitiers, du km 9 au km 15 se trouve la "boura" composée essentiellement d'amandiers, enfin, au-delà du kilomètre 15, de grandes parcelles d'oliviers façonnent le paysage. Les Sfaxiens sont tout particulièrement attachés à ces Jnens et plus globalement à la production agricole de qualité pour leur propre consommation.

#2 - Réduire l'impact de l'agriculture et l'alimentation, encourager les pratiques agro-écologiques



RÉGION NOUVELLE AQUITAINE : PACTE D'AMBITION RÉGIONALE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE 2017-2020

Avec un accompagnement renforcé, l'ambition est d'atteindre 10% de la surface agricole utile dédiée en 2020, soit un doublement par rapport à 2017 et 20% à l'horizon de la future politique agricole commune [2027]. Pour la formation : des ateliers bio dans les fermes des lycées agricoles ; pour la production, des aides à la conversion : 18 000 euros par exploitation et par an. Ce montant sera porté à 21 000 € pour les nouveaux installés et à 20 000 € pour les agriculteurs installés en 'zones à enjeu eau'. Des aides au maintien sont également proposées : 10 000 euros par exploitation et par an pour les agriculteurs ayant 100% de leur surface agricole utile exploitée en Bio ou situés dans les 'zones à enjeu eau'. Les aides au maintien s'élèvent à 1500€/exploitation/an pour les autres agriculteurs.

LE DÉPARTEMENT DE GIRONDE : ACCOMPAGNEMENT À L'AGRICULTURE ET LA VITICULTURE BIOLOGIQUE

Depuis 2017, le département de la Gironde s'engage en accompagnant financièrement les agriculteurs et viticulteurs bio et ceux souhaitant se convertir : aides à l'installation, diagnostic de changements de pratiques, plantation d'arbres pour encourager l'agroforesterie en viticulture, aides pour la plantation de haies, la valorisation écologique et paysagère des exploitations, organisation d'événements de sensibilisation.

AGROBIO GIRONDE : ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE DES PRODUCTEURS VERS LEBIO

Agrobio Gironde rassemble, représente et accompagne dans leurs projets, les producteurs bio en Gironde : viticulteurs, éleveurs, maraîchers, céréaliers, etc. Agrobio Gironde accompagne les agriculteurs dans leur projet de conversion ou d'installation en agriculture biologique. L'association soutient les agriculteurs dans la mise en place des filières, de la production à la distribution en passant par la transformation en proposant diverses formes d'accompagnement individuel ou collectif [journées techniques, formations...].

LE BOCAL LOCAL : VALORISER LES PERTES ET SURPLUS DES PRODUCTEURS

Le Bocal Local est une association dont le but est de lutter contre les gaspillages 'potagers', en permettant aux personnes éloignées de l'emploi de retrouver une activité professionnelle et un lien social. Le gaspillage 'potager' est le surplus des arbres fruitiers et autres plantations des particuliers. Les activités du Bocal Local consistent à intervenir chez les particuliers pour l'entretien des potagers et arbres fruitiers, récolter le surplus de production et les redistribuer soit en l'état auprès d'associations alimentaires locales, soit sous forme transformée [bocaux, conserve, soupe et jus]. Le Bocal Local propose aussi la création de zones de cultures pédagogiques sur des terrains mis à disposition par les communes, zones appelées 'espaces de potaginage'. Le Bocal Local souhaite également développer une activité de conserverie anti-gaspi, dont les produits à conserver proviendront aussi bien de particuliers que de producteurs ou tout autre point de vente.

ASSOCIATION TUNISIENNE DE PERMACULTURE : FORMATION DES FORMATEURS ET SYSTÈME PARTICIPATIF DE GARANTIE - TUNISIE

L'Association Tunisienne de Permaculture vise à accompagner la transition des agriculteurs vers des systèmes agricoles plus respectueux des ressources naturelles. Elle coopère avec le Ministère de l'Agriculture pour former les formateurs agricoles à la permaculture dans chaque Gouvernorat. L'association démarre en 2020 un projet d'accompagnement de 50 micro-fermes en permaculture pour les jeunes chômeurs de 18-25 ans sur l'ensemble du pays. Elle développe également le système participatif de garantie qui permet de sortir de la logique actuelle de grandes monocultures en agriculture biologique sous certification européenne [principalement dattes et olives exportées] et de permettre aux petits producteurs qui n'ont pas les moyens de payer une certification de vendre leurs produits agro-écologiques certifiés.

MANGER BIO ISÈRE - GRENOBLE



Créée en 2005, l'association de producteurs et productrices « Mangez Bio Isère » est née de la volonté de paysan-ne-s bio isérois d'approvisionner la restauration collective en produits issus de l'agriculture biologique (ou en conversion), en direct de leur ferme. L'association regroupe une cinquantaine de producteurs et transformateurs isérois, livrant leurs produits au sein d'établissements scolaires, de cuisines centrales, de centres de loisir ou de restaurants d'entreprise. Les restaurateurs ou responsables de cantines collectives contactent l'association afin d'élaborer un menu avec l'équipe de Manger Bio en fonction des produits disponibles. Les produits sont ensuite livrés, accompagnés de visuels ou d'une animation pour mettre en valeur le repas du jour. 120 établissements bénéficient des services de Mangez Bio Isère sur le département.

VIA ORGÁNICA : FERME, MAGASIN ET RESTAURANT BIOLOGIQUE - SAN MIGUEL DE ALLENDE, MEXIQUE

Via Orgánica est une association mexicaine dont la mission est de promouvoir l'agriculture biologique, le commerce équitable, ainsi que les modes de vie plus sains et la protection des ressources naturelles. Elle vise à mettre en relation les producteurs, les fournisseurs, les commerçants, les associations locales et les transformateurs alimentaires afin de créer une offre de produits biologiques de qualité impliquant les différentes composantes de la chaîne alimentaire au moyen de connaissances et de ressources partagées. Ainsi, Via Orgánica est un véritable écosystème alimentaire composé de :



- une ferme-école en agriculture biologique ;
- un magasin biologique dans le centre de San Miguel de Allende ;
- une unité de transformation des aliments ;
- un restaurant-café biologique.

Source : Let's Food Ideas

#3 - Limiter les impacts des industries de la transformation et de la distribution alimentaire

LOC'HALLE BIO

Cette structure coopérative réunit 22 producteurs de fruits et légumes bio, tous situés à moins de 150 km de Bordeaux. Sa vocation est de proposer aux commerçants et restaurateurs de l'agglomération bordelaise une offre maraîchère de qualité, exclusivement bio. Détaillants primeurs, magasins spécialisés, restaurateurs et professionnels de la restauration collective peuvent ainsi profiter toute l'année, auprès d'un seul fournisseur et en un seul lieu, de l'ensemble de la gamme de fruits et légumes de saison cultivés localement. Plateforme souple et légère issue de l'économie sociale et solidaire, LOC'HALLE BIO garantit la compétitivité de ses produits grâce notamment à la mutualisation des frais logistiques entre producteurs. En s'installant sur le MIN de Bordeaux-Brienne, LOC'HALLE BIO a fait le choix de la proximité avec sa clientèle [Loc'Halle Bio, 2018].

STRATÉGIE RSE DU GROUPE LDC

Le groupe LDC, spécialisé en découpe de viande et présent sur le territoire girondin a mis en place une stratégie RSE ambitieuse à plusieurs niveaux afin de limiter ses impacts environnementaux : construction de stations d'épuration et gestion en interne pour traiter les eaux usées, réutilisation des déchets organiques pour l'alimentation animale, accompagnement des producteurs pour des pratiques d'élevage moins impactantes comme l'agroforesterie, partenariats avec les banques alimentaires locales, stratégies de réduction des quantités d'énergie et d'eau utilisées [LDC, 2018].

LA COMPAGNIE DU BISCUIT - SITES CERTIFIÉS BIO ET OEUFS DE POULES ÉLEVÉES EN PLEIN AIR

'La Compagnie du Biscuit' à Pessac est intégrée au groupe Biscuits Bouvard créé en 1902, et engagée dans une démarche RSE. 75% des sites de l'entreprise sont certifiés bio et l'utilisation des oeufs de poules élevées en plein air a été décidée en 2018. La même année, la filière 'Farine Bouvard' a été mise en place sans traitement d'insecticide de stockage [Biscuits Bouvards, 2019].



SUPER HALLE D'OULLINS - LYON

La Super Halle est un lieu multi-fonctionnel situé à Oullins, près de Lyon, qui vise à faciliter l'accès et à promouvoir les produits locaux issus d'une agriculture raisonnée. On distingue 3 espaces :

- Une épicerie avec des produits biologiques, du vrac, des produits locaux et artisanaux, des produits en circuit-court de producteurs de la région,
- Un restaurant-traiteur nommé 'la Fabrique des Producteurs' proposant une cuisine fraîche, de saison, locale et responsable,
- Un magasin indépendant.

La Super Halle est une coopérative qui emploie 13 personnes. Le lieu propose également ponctuellement des événements de sensibilisation à l'alimentation durable.

LA GRANDE BARGE : BAR, RESTAURANT, ÉPICERIE DURABLE - NANTES

La Grande Barge est un bar-restaurant-épicerie géré par la coopérative 'Le Début des Haricots'. C'est un lieu de rencontres et de partage, qui cherche à valoriser un système alimentaire durable. Grâce à un réseau de producteurs et de fournisseurs locaux, artisanaux et/ou en agriculture biologique, la Grande Barge propose une alimentation saine à ses clients. Le bar, situé sur l'île de Nantes, organise différents types d'événements et animations. La coopérative souhaite aller plus loin en multipliant les lieux hybrides tels que 'La Grande Barge' sur le territoire des Pays de Loire, en mettant en lien les producteurs, les transformateurs, les acteurs locaux et les consommateurs. Elle a par exemple lancé le dispositif des 'micromarchés'. Il s'agit de minis marchés s'adressant principalement aux personnes en situation de précarité, leur fournissant des paniers bio/locaux à moindre coût et sans engagement. En 2017, la SCIC 'Le Début des Haricots' était composée de :

- 31 coopérateurs dont 4 salariés,
- 4 producteurs du réseau,
- 3 associations partenaires.

#4 - Faire de l'agriculture et de la transformation alimentaire une valeur ajoutée pour le territoire, et développer un commerce équitable pour tous les acteurs.

CFPPA- CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PROMOTION AGRICOLE INTÉGRÉ AU LYCÉE AGRICOLE DE BLANQUEFORT

Pour devenir maraîcher, il faut obtenir un brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole au CFPPA intégré au Lycée agricole de Blanquefort, une filière soutenue par la Ville d'Eysine dès 2010 afin de revaloriser le métier de maraîcher, lequel appartient en quelque sorte au patrimoine de la commune. En suivant une formation en alternance, les étudiants peuvent se tester avant de se lancer, notamment grâce à l'association Porte-Greffe qui propose des espaces test sur Blanquefort. Pour que rien ne se perde, une partie de la production est donnée à des épiceries solidaires installées à Blanquefort, Eysines, Bordeaux, au Bouscat ou encore à Cenon.

COOPÉRATIVE MANGER BIO SUD OUEST

Manger Bio Sud Ouest a été créée pour répondre à deux grands objectifs : développer les approvisionnements bio de proximité et mettre en place une offre de produits en conversion à l'Agriculture Biologique ; fournir 1 million de repas bio sur le Sud-Ouest d'ici 5 ans. Pour répondre à ces objectifs, Manger Bio Sud Ouest dispose d'une équipe commerciale et d'une plateforme de distribution et propose un catalogue de 500 références, regroupant des produits bio et locaux [Manger Bio Sud Ouest, 2019].



ELIXIR, CONSERVERIE SOLIDAIRE



La légumerie Elixir Saveurs Solidaires adresse les besoins des restaurations collectives tout en réduisant le gaspillage alimentaire. L'association récupère les fruits et légumes écartés des circuits de distribution classiques du fait de leur aspect visuel pour les transformer en soupes et compotes et les vendre sous la marque 'Sains et saufs'. Elixir est une entreprise solidaire d'utilité sociale car elle emploie du personnel handicapé et permet à des personnes exclues du marché de l'emploi de se réintégrer. Les produits sont vendus en grandes surfaces ainsi qu'aux établissements de restauration collective [Ganet, 2018].

PROJET CASDAR REALISAB : ÉLABORATION D'UN GUIDE POUR L'ORGANISATION DE LA LOGISTIQUE COLLECTIVE DE PROMITIÉ

Le CASDAR REALISAB est un projet collaboratif à l'initiative des Chambres d'Agriculture visant à structurer, avec les agriculteurs, des circuits de proximité adaptés aux besoins de l'approvisionnement de la restauration collective. Le projet s'est organisé en 5 volets. Le volet 3 'Optimisation logistique des flux liés à l'approvisionnement de la restauration collective' a abouti à l'élaboration d'un guide à destination des groupes de producteurs souhaitant approvisionner la restauration collective, intitulé : 'Organiser une logistique collective de proximité' [Chambres d'Agriculture, 2014].

LE MIEL, MONNAIE LOCALE EN FAVEUR D'UNE ÉCONOMIE TERRITORIALE

La Monnaie d'Intérêt Économique Locale, la MIEL est la monnaie complémentaire utilisée à Bordeaux et alentours [créée à Libourne]. Les prestataires qui acceptent la MIEL s'engagent à l'utiliser chez leurs fournisseurs adhérents à la MIEL. En adhérant, ils reconnaissent une charte qui les incite à favoriser, le plus possible, le commerce et les producteurs locaux. Ils s'engagent à respecter l'environnement, à favoriser le lien social et à ne pas établir une concurrence agressive. La MIEL comptait déjà 200 prestataires en février 2019 en Gironde [Monnaies Locales Complémentaires Citoyennes, 2019].

CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT NOUVELLE-AQUITAINE ATELIER-ACCOMPAGNEMENT ARTISANAT DE BOUCHE

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nouvelle-Aquitaine propose des ateliers-conseils gratuits aux artisans des métiers de bouche sur différents aspects de leur activité : mise en conformité avec la réglementation étiquetage, amélioration des recettes proposées, augmentation de la part de produits locaux dans ses fournisseurs ou encore accroître sa visibilité auprès des consommateurs. Ces ateliers collectifs de deux heures sont gratuits et peuvent être suivis d'un accompagnement individualisé réalisé par un conseiller spécialisé en alimentaire [Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nouvelle-Aquitaine, 2019].



LES JARDINS DU PAYS D'AUBAGNE - MARSEILLE, FRANCE

Créée en 1996 par Aix-Marseille-Provence Métropole, les Jardins du Pays d'Aubagne est une marque qui valorise les produits locaux, frais et de qualité. Ces produits doivent répondre à des critères définis dans un cahier des charges dont le contrôle est assuré par un organisme extérieur. Aujourd'hui, une vingtaine d'agriculteurs utilisent cette marque et valorisent leurs produits dans les marchés locaux, AMAP et dans la vente au détail.

LE FRUIT : UNE MARQUE QUI ASSURE UNE PRODUCTION ET UNE TRANSFORMATION RESPONSABLES - VIET NAM

'Les Vergers du Mékong' est une entreprise française basée depuis 20 ans au Viet Nam. Elle propose des jus de fruits et confitures sous la marque 'Le Fruit', et du café et du thé sous la marque Folliet. L'entreprise a mis en place une politique de responsabilité sociale et environnementale exemplaire. Elle accompagne ses producteurs de goyave, ananas ou mangue dans le Delta du Mékong vers des pratiques plus durables tout en assurant des revenus décents, limitant ainsi l'impact des fluctuations de prix des marchés. Des contrats avec les producteurs sont établis sur le long terme avec l'entreprise, sans intermédiaire. Ceci permet au producteur une certaine sécurité de revenu et une meilleure traçabilité. L'entreprise a également créé trois centres à destination des producteurs, leur permettant de bénéficier de conseils pour leur production et de formations, et faisant figure de plateforme de collecte des fruits.

#4 - Faire de la politique alimentaire territoriale une priorité, en renforçant la participation des citoyens bordelais



BORDEAUX MÉTROPOLE - CONSEIL CONSULTATIF DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE DURABLE

Après un long travail de diagnostic et d'ateliers participatifs, la métropole bordelaise a mis en place un Conseil Consultatif de Gouvernance Alimentaire Durable [mai 2017] s'inscrivant dans la politique métropolitaine Haute Qualité de Vie. Le conseil consultatif est composé de cinq collègues d'acteurs. C'est le premier conseil de politique alimentaire institutionnalisé en France. L'enjeu est d'assurer la représentation de toutes les parties prenantes du système alimentaire : politiques publiques, production alimentaire et agricole, transformation alimentaire, distribution alimentaire, sensibilisation, défense des intérêts et aide au changement de pratiques des mangeurs.

LE PETIT ALTERN'ACTIF

Le Petit Altern'actif est un guide local qui rassemble des alternatives qui promeuvent des valeurs de solidarité, d'écologie et de respect de l'autre. Ces bonnes adresses bordelaises se déclinent sur toutes les thématiques : comment mieux se nourrir, se loger et se déplacer, bien sûr, mais également des projets dans lesquels s'investir, des lieux à favoriser pour nos sorties, et même des conseils en jardinage. Pour chaque alternative, sont listés l'adresse, les horaires ainsi que les avantages économiques, sociaux et environnementaux par rapport aux lieux de consommations traditionnels.

LE COMPTOIR DES ALOUETTES - NANTES

Le comptoir des Alouettes est une épicerie associative qui cherche à privilégier les circuits courts et lutter contre le gaspillage alimentaire, dans le quartier de Chantenay-Bellevue, à Nantes. L'association vise également à favoriser les liens de voisinage dans un quartier à forte mixité sociale sur le sujet de l'alimentation. Pour cela, l'association propose des repas collectifs de voisinage à prix libre, des ateliers de cuisine et des produits locaux accessibles par tous.

VILLE DE GRENOBLE ET GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE : DISPOSITIFS DE CONSULTATION CITOYENNE

Les citoyens grenoblois sont amenés à s'exprimer et contribuer à la prise de décision sur leur système alimentaire à différents niveaux et sur différents sujets et politiques publiques. Ils peuvent s'engager dans des instances pérennes telles que le conseil de développement, la commission consultative des services publics locaux ou les comités d'usagers. Ces instances permettent aux citoyens d'émettre un avis sur les actions menées par la Métropole, sur le long terme et de façon régulière. Un dispositif 'd'interpellation citoyenne' permet de proposer des projets au conseil métropolitain, sous réserve que le projet ait obtenu un minimum de 6 000 signatures. Les citoyens ont également la possibilité de déposer un projet collectif pour obtenir un financement. Enfin, la Métropole fait appel aux citoyens ponctuellement, en ligne ou au travers de réunions, lors de la mise en oeuvre de stratégies et politiques publiques spécifiques [SCoT, PLUI, projets d'aménagements, de rénovation d'infrastructures, etc.].

La Ville de Grenoble dédie également chaque année 2% de son budget municipal pour le budget participatif. Elle a été la première grande ville à le mettre en place en 2014. Ces différents types d'engagements citoyens sont rassemblés sur une plateforme en ligne, créée en 2016. Cette plateforme participative a par exemple permis de soutenir financièrement des projets tels que la création participative d'un jardin-forêt pédagogique ou encore d'organiser deux sessions de consultation sur le plan 2020-2030 de gestion des déchets.

Contacts

Association Lets Food
Bordeaux, France
www.letsfood.fr

anna.faucher@letsfoodcities.org
louison.lancon@letsfoodcities.org